

PREMIER FOCUS GROUP

Mercredi 22 juin 2011

L'objectif de ce focus group a été de faire émerger, au travers d'un débat interactif, des recommandations afin de soutenir la participation active de la communauté polonaise en Belgique.

Participants :

- Elzbieta Kuzma - ULB-GERME
- Jean Spinette - CPAS Saint-Gilles
- Jowita Sokolowska - ADMB HR Services
- Joseph Ptaszynski - Conseil de la Communauté Polonaise de Belgique
- Jan Bielecki - Conseil de la Communauté Polonaise de Belgique
- Katarzyna Jurowczyk - Antwerp Business Center
- Jacques PENEZ - Commission Consultative des Affaires Européennes de la Commune d'Etterbeek (CCAE)
- Bruno MARIANI - Commune d'Etterbeek – CCAE
- Véronique LHOIR - Commune d'Etterbeek – CCAE
- Elzbieta Michalak
- Justyna Jarzabska
- Agatha de Latour - Emstacja / Plus
- Tchuda José Antonie – ID
- Denis Stokkink – Pour la Solidarité

Modérateurs : Diane Grossot et Céline Brandeleer (Pour la Solidarité)

Introduction et présentation des participants

Après avoir exposé les règles du débat, l'objectif de ce focus group et son intérêt dans le cadre du projet « **Access to Rights and Civil Dialogue for ALL** », chacun a pu se présenter et expliquer la raison de sa présence.

Comme remarque liminaire, nous avons insisté sur le fait qu'il ne faut pas penser les personnes d'origine polonaise installées en Belgique en termes de communauté au sens strict (« LES polonais ») car il s'agit en réalité de **petits mondes** biens différents et qui ne se croisent pas forcément.

Session 1 : Réflexion générale sur la participation. Ex: Pourquoi promouvoir la participation des citoyens polonais en Belgique ? Quels seraient les bénéfices d'une plus grande participation politique pour la communauté et pour la société en général ? ... Ces questions ont mené à *Qu'est-ce qui pourrait expliquer la faiblesse actuelle de la participation politique de la communauté polonaise ? Quels seraient les principaux obstacles ?*

La **participation**, c'est le partage des choses en commun, les élections, mais aussi la diversité et le vivre ensemble, les activités de quartiers... Participer, c'est donc se sentir bien au sein d'un territoire.

Une question importante sur laquelle il faut se mettre d'accord c'est « **Qui faire participer ?** » car en fonction de la réponse à cette question, l'on n'utilisera pas les mêmes moyens et n'organisera pas les mêmes types d'activité, qui doivent être adaptés aux spécificités du groupe cible – en lien avec le fait que la communauté polonaise est loin d'être unifiée et que ses différents groupes doivent être traités de manière différenciée. D'ailleurs, les différents petits mondes qui constituent la communauté polonaise ne se mélangent pas beaucoup. Et l'on observe souvent un manque de mixité sociale au sein des réseaux associatifs.

Il y a un *a priori* que les personnes d'origine polonaise ne veulent pas participer, mais ce n'est pas forcément le cas. La faiblesse participative est plutôt expliquée par d'autres éléments, notamment **l'importance organisationnelle du réseau polonais**. La communauté polonaise semble un peu repliée sur elle-même, attitude que certains assimilent à du communautarisme. Si l'attitude communautaire est à nuancer voire relativiser, il est vrai, cependant, qu'il est parfois difficile de sortir de la petite bulle polonaise, tant la communauté offre des services et est bien organisée pour ses membres. On observe toutefois une certaine atténuation de l'importance du réseau informel de cette communauté, même s'il reste encore bien présent.

Ensuite, la **barrière de la langue** est l'un des principaux obstacles identifiés à l'intégration et à la participation. L'apprentissage de la langue est, en effet, indispensable pour qui veut s'impliquer pleinement dans des activités citoyennes. Cependant, peu de polonais ont le temps de prendre des cours... Plusieurs personnes constatent une certaine inadaptation des cursus (trop longs, pas généraux, pas suffisamment adaptés aux horaires de travail) et soulèvent également une certaine gêne de (mal) parler l'autre langue. Par ailleurs, les femmes, en tant qu'aide de ménage, travaillent souvent seules. Ce manque de contact social ne privilégie pas non plus l'apprentissage de la langue. De plus, certains participants soulignent que toute une partie des migrants polonais n'ont pas l'habitude d'aller à l'école, dès lors se rendre à des cours de langue est un pas important auquel ils ne sont pas nécessairement sensibles. D'où l'intérêt de **traduire** les informations sur la vie politique, mais aussi d'aider à transposer les réalités polonaises sur les réalités belges et inversement (traduction des mentalités).

La **motivation de la migration** est également un facteur important à prendre en compte. En effet, beaucoup de personnes d'origine polonaise ont migré pour des raisons économiques, et – fait très important – souvent dans l'illégalité. Les migrants polonais ne sont pas venus en Belgique pour

participer mais pour travailler. La citoyenneté active n'était donc pas dans leurs priorités. Beaucoup de migrants ne pensaient d'ailleurs pas s'installer en Belgique de façon définitive mais considéraient leur présence comme temporaire. Ce qui explique en partie la discrétion de la vie de leur communauté et leur faible investissement dans la société belge puisqu'ils ne désiraient pas s'y montrer. **L'ouverture du marché du travail** belge aux polonais est récente (mai 2009), et l'adaptation à ces nouvelles conditions de liberté et de visibilité prendra du temps. L'idée de rester en Belgique pour une durée indéterminée semble néanmoins faire son chemin dans les esprits. Par exemple, les voitures sont de moins en moins immatriculées en Pologne, ce qui peut être un signe que le retour au pays est devenu moins fréquent.

De plus, le besoin de participation n'est pas souvent exprimé... ni même pensé. Il faudrait alors « créer » ce besoin en informant les personnes d'origine étrangère de l'intérêt à participer. **Peut-être l'intégration politique doit-elle d'abord passer par l'intégration économique ?**

Cependant, la plupart des personnes d'origine étrangère, dont les polonais, **ne sont pas conscient de leurs droits** lorsqu'elles arrivent en Belgique. Il semble dès lors important de les informer sur leurs droits sociaux et que le réseau associatif est souvent là pour les aider en cas de difficulté. Le processus d'« inburgering » (parcours d'intégration civique) en Flandre par exemple, a été présenté comme un outil important pour se familiariser à la société belge.

Concernant la participation politique en tant que telle, les personnes doivent comprendre qu'elle permet de changer leur futur. L'intégration des personnes d'origine étrangère est un facteur important de cohésion sociale en termes d'inscription dans la société. Le problème, c'est que **les personnes ne voient pas comment intervenir dans la vie politique locale – et encore moins européenne**. Qui imaginerait un jour devenir conseiller communal ? Cela leur semble trop loin d'eux et de leurs préoccupations quotidiennes. Il est important d'expliquer aux personnes d'origine étrangère installées en Belgique à quoi cela sert de participer, quels-en sont les avantages, montrer comment cela peut influencer leur vie quotidienne,... car les communes ont un poids décisionnel important, notamment en ce qui concerne le budget de l'aide sociale. Cependant, même si une personne polonaise se présente, encore faut-il qu'elle ait le temps, le capital social et les réseaux appropriés pour effectuer cette tâche. Il est déjà arrivé qu'une personne veuille se présenter aux élections puis abandonne l'idée car elle ne se sentait pas capable d'assumer la fonction d'élu.

Par ailleurs, les personnes d'origine polonaise se montrent souvent **méfiantes** par rapport au gouvernement et au politique en général (à considérer à la lumière de l'histoire de la Pologne). La récurrence de stéréotypes, **d'incompréhensions mutuelles** et un manque de confiance est également souligné, tant du côté belge que du côté polonais. Il n'est pas rare que des personnes d'origine polonaise ne perçoivent pas la société belge comme une société accueillante, avec pour « preuve » que les politiques belges ne leur demandent pas de participer. Plusieurs personnes estiment qu'il n'y aura probablement pas de participation politique tant que les élus ne s'intéresseront pas plus aux personnes d'origine étrangère.

Session 2 : Pistes possibles de soutien ou d'incitation à la participation face aux obstacles précédemment identifiés. Ex: *Quels sont les instruments à disposition pour promouvoir la participation active des ressortissants polonais en Belgique ? Quel pourrait être le rôle de votre organisation ? ...*

Le manque d'information des personnes d'origine étrangère est criant. Beaucoup ne savent même pas qu'ils peuvent voter ! Pour toucher les personnes polonaises (et toute personnes d'origine étrangère en général), il faut aller à leur rencontre, passer par les églises, les médias, les magasins, les journaux,... mais aussi expliquer pourquoi il est si important de participer en montrant l'impact que cela peut avoir sur la vie de tous les jours. Le message à faire passer serait alors « **vote et sens-toi bien chez toi** ». L'idéal étant d'associer voies institutionnelles et informelles.

Il faut également noter que la structure d'opportunité politique n'est pas toujours ouverte aux initiatives des associations ou à l'activation de la citoyenneté des personnes d'origine étrangère. L'éducation civique peut jouer un rôle intéressant dans la promotion de la participation, mais elle reste souvent informelle par manque de moyens. D'ailleurs, en ce qui concerne les **aides aux associations**, il semble que certaines se soient déjà organisées pour demander des subsides en Flandres. A Bruxelles, il y a une grande disparité sociologique entre les communes et chacune a ses outils et spécificités. La communauté polonaise est peut être très organisée à Bruxelles, mais ce n'est pas le cas partout en Belgique. D'où l'intérêt d'une diffusion par les autorités publiques (peut-être également plus neutre) qui pourrait toucher tout le monde.

Les femmes constituent le vrai pilier de la maison en Pologne et sont très actives – par exemple (qui tient peut-être du hasard mais qu'il est toutefois intéressant de souligner) : la majorité des polonais présents à ce focus groupe sont en réalité des polonaises ! Les femmes peuvent donc être un **vecteur de mobilisation et de participation**, surtout si on leur parle de choses qui les touchent comme le soutien à la santé, à l'éducation, la sécurité sociale, les aides à la famille,... Cependant, les femmes sont également celles en charge des enfants (et/ou des aînés) et c'est une « contrainte » à prendre en compte. Il peut être utile de créer des **lieux de rencontre** où les enfants seraient pris en charge pendant que les femmes discutent de politique locale, de la vie de la communauté ou viennent suivre des cours de français/néerlandais sur des thématiques ciblées. Par cette activation, les femmes deviendraient les porteuses de la participation. Mais ces efforts ne doivent évidemment pas se cantonner à la communauté polonaise. Les **femmes d'autres communautés** doivent également être invitées à partager leurs expériences, à débattre et à apprendre des autres. Car un manque de contact avec les autres communautés a été souligné. Par exemple, les parents d'enfants inscrits à la même école mais d'origine différente (ex : Polonais, Marocains Brésiliens) ne se parlent pas. Ces rencontres, cela peut commencer par un cours de cuisine. Par des petites choses, on amène à des sujets plus importants. Pas à pas, **on relie vie sociale et vie politique**, cette dernière n'apparaît alors plus (en en tout cas moins) distante des réalités quotidiennes.

La confiance est un facteur important de la participation à la vie politique. Une idée intéressante serait sans doute de créer un référent. Un citoyen "exemplaire", une **personne relais** qui servirait de mobilisateur par sa connaissance des deux cultures.

Concernant l'adaptation des **cours de langue**, l'offre est là, mais lorsque l'on travaille 10h par jour, on n'a plus forcément envie d'aller suivre des cours. C'est pourquoi certains proposent d'intégrer des cours de langue à la formation professionnelle ou au temps de travail. Initiatives déjà existante mais sous-utilisée.

Enfin, les activités culturelles (par exemple, les initiatives officielles touchant à la « haute culture ») est une façon pour la Pologne de **reconstruire son image par rapport aux stéréotypes** qui semble s'accrocher dans les mentalités. Lorsque l'on estime que tout Belge a déjà eu un contact interpersonnel avec un Polonais, il serait dommage que cette sensibilisation culturelle ne se limite qu'aux « intellectuels ». Aussi a-t-il été proposé de partager la culture polonaise au niveau local, par exemple au travers d'activités ludiques, culinaires ou autres. Car au travers de la participation, c'est toute une relation avec la société belge que les personnes d'origine polonaise doivent créer, à condition qu'ils rencontrent des conditions d'ouverture favorable de la société belge dans son ensemble.